

Le « politique bashing », principal adversaire de Prévot

Dans un an, les citoyens se rendront aux urnes. A Namur, le mayor sortant est « binauche », comme il le dit souvent. Déchargé de ses fonctions ministérielles, Maxime Prévot appréhende le sprint final en confiance. Il nous reçoit dans son bureau de la rue de Fer. Un bureau dont il espère bien garder les clefs.

● Interview : Bertrand LANI

Maxime Prévot, pensez-vous que le 14 octobre prochain vous serez toujours bourgmestre de Namur ?

Je le souhaite. J'ai fait le choix de quitter mes fonctions ministérielles pour pleinement revenir. Ce n'est un secret pour personne, j'ai Namur dans les tripes. Je suis fier d'y habiter, d'y vivre avec ma famille. J'espère donc que les citoyens me renouvelleront leur confiance, convaincus qu'on a pu mener une politique de redynamisation de la ville. Je veux continuer à servir les Namurois comme bourgmestre. J'y crois mais je sais qu'une élection n'est pas l'autre. La seule chose dont on est sûr en politique, c'est qu'on n'est jamais sûr de rien.

Justement, la confiance des citoyens envers les politiques s'est quelque peu érodée ces derniers mois. Cela se traduira-t-il dans les urnes, à Namur ?

Je suis persuadé que cela aura un impact. Les quatre par-

tis dits

traditionnels vont tous les quatre faire l'objet d'un désamour. On est dans un climat de politique bashing qui à mes yeux, ne se justifie pas. Ces personnes qui s'engagent en politique le font très largement parce qu'elles ont haute estime de ce qu'est le service au public. On n'est pas du tout dans la course au

fric, comme on veut le faire penser. Dans bien des cas on serait d'ailleurs bien mieux rémunérés dans le secteur privé. Nous sommes les premiers choqués par les récentes affaires parce qu'elles alimentent le « tous pourris ».

Ce « désamour » annonce quelques changements sur l'échiquier politique. On évoque un carton du PTB.

Je crois effectivement que le PTB entrera au conseil communal à Namur mais pas dans les proportions annoncées. J'exprime des réserves par rapport à ce vote. Depuis trois ans, avec deux députés au Parlement wallon, ils ont beaucoup hurlé aux côtés des manifestants, ils ont participé à des piquets de grève. Mais pas un seul texte de loi n'a été déposé. Pour changer la démocratie, ce qu'ils prétendent vouloir faire, il faut que des textes soient votés. Là, c'est « bulle ». « Nada ». À ce stade, on a un PTB du slogan mais pas un PTB de l'action.

Paradoxalement, si les citoyens pratiquent le « politique bashing », ils n'ont jamais voulu autant s'investir en politique que ce soit au travers la création de mouvements, de listes. Ça aussi, ça change un peu la donne, non ?

Je perçois cela positivement. Un citoyen qui va se donner la peine de rentrer dans un dossier et de creuser se rendra compte de sa complexité. Il en percevra les enjeux mais aussi les difficultés.

Ces citoyens engagés ne constituent pas la vraie concurrence à Maxime Prévot, en 2018 ?

Notre job, parfois ingrat, c'est de prendre la décision la plus heureuse pour tout le monde. Il faut arrêter de croire que, nous, élus locaux, sommes décon-

nectés de ce que disent les citoyens. Je passe des dizaines d'heures par semaine à leur contact. Être bourgmestre, ce n'est pas avoir le bras long c'est avoir une grande oreille. Dans une buvette de football, par exemple, on entend tous les discours y compris ceux des citoyens qui ne se déplacent pas à une enquête publique.

Depuis 2012, on a beaucoup parlé béton et coups de pioche à Namur. Alors que beaucoup ont des difficultés à boucler leurs fins de mois, comment justifiez-vous le côté structurant d'un projet, par exemple le téléphérique ?

J'ai ma vision de développement de la ville, je la revendi-

que, avec des grands projets structurants, mais je réfute d'être restreint ou limité à ce seul aspect. De tels projets font tourner d'autres secteurs de l'économie et créent de l'emploi. Il faut éviter le simplisme : si on renonce à un projet de travaux, de bâtiments, d'investissement, l'argent qui lui était consacré ne peut pas être réaffecté à la politique sociale. L'enveloppe sera toujours allouée à un projet du même type. Mais il se ferait dans une autre ville.

Mais la solidarité sera bel et bien un enjeu de la campagne 2018 ?

La lutte contre la précarité ne peut pas être qu'un sujet de campagne, cela doit être une préoccupation de tous les jours. Elle a toujours été le moteur de mon engagement politique. Dans un équilibre entre responsabilité de chacun et so-

lidarité de tous. Et le regrettable épisode de la mendicité ne doit pas occulter toutes les actions volontaristes menées en matière sociale par moi-même et mon équipe depuis dix ans. La politique sociale constitue d'ailleurs le plus gros budget de la Ville après le paiement des agents communaux.

Concernant la mendicité, il se dit que vous n'avez pas apprécié qu'Écolo vote contre l'interdiction. L'ambiance dans l'équipe est un peu fissurée pour le coup...

Je n'ai pas de raison d'être fâché dans la mesure où c'est un dossier qui ne figurait pas dans notre déclaration de politique générale. Il ne nécessitait donc pas que nous nous soyons mis d'accord, au préalable, tous les trois (NDLR. avec le MR). Écolo a dès le départ annoncé qu'il voterait non. Ce qui m'a gêné, c'est la

sortie de Philippe Noël et le fait qu'il ait bénéficié d'une tribune dans la presse. Il a pu exprimer sa position alors que moi, je n'ai pas eu cette chance. Mais je ne vais pas faire le procès des journalistes...

L'objectif est donc de continuer avec les mêmes après 2018 ?

On n'a pas toujours été d'accord. Sur la mendicité avec Écolo bien sûr mais aussi sur le CETA, avec le MR. Ce qui compte, c'est de se rejoindre sur le projet de ville. Si travailler ensemble implique de penser la même chose alors autant faire un parti unique. Je suis fier de ce qu'on a réalisé. Je travaille avec des échevins intelligents et engagés. Sous réserve de ce que sera le souhait des électeurs, je ne vois donc pas pour quels motifs, on devrait enrayer la dynamique. ■

Sous l'étiquette cdH ou pas ?

Vu la mauvaise santé du parti dans les sondages, envisagez-vous, à l'instar de Marie-Martine Schyns, de conduire une liste n'étant pas étiquetée cdH aux prochaines élections ?

La réflexion est ouverte mais elle n'est pas tranchée. Il est trop tôt pour le dire. Ce qui est important c'est la qualité des personnes qui vont être à mes côtés et le projet que l'on va proposer aux Namurois.

Cela pourrait peut-être convaincre

certains élus indécis, qui se sont détournés de leur couleur en cours de mandat... ou d'autres qui envisagent peut-être de le faire ?

Soyons clairs, je ne souhaite pas faire une liste de cartel. Je veux

mener une liste avec des gens qui partagent des convictions et des principes, un projet de ville et... qui ont des sensibilités avec le cdH. Il n'est pas obligatoire d'être encarté et membre du parti depuis des années. En 2012, par exemple,

j'avais déjà sollicité pas mal de gens issus de l'associatif. De même, il serait sot de ne pas se questionner à l'heure où l'on voit une aspiration forte des citoyens.

Un changement de nom ne serait-il pas le comble pour celui que l'on voit comme le futur président du parti ?

Je vais finir par croire qu'on veut m'imposer la présidence du cdH (rires). Je n'en ai pas le souhait, ni l'envie à l'heure qu'il est. Il y a un président qui est là jusqu'en 2019 et il a mon soutien.

B.L.

Le ministre, bras armé du bourgmestre

À la Région, Prévot a levé les subsides pour Namur.

Il reconnaît que sans ce levier ministériel, certains projets de ville auraient peiné à se concrétiser.

Vos opposants ironisent sur votre retour à la Ville, arguant que si vous n'êtes plus ministre, vous restez député... et que vous continuez à cumuler.

La province de Namur a vécu une période exceptionnelle avec trois ministres au sein du gouvernement. Aujourd'hui, il n'y en a plus aucun. Ne soyons pas naïfs au point de croire à la spontanéité de la bienveillance des autres aux enjeux namurois. Il reste important de conserver des relais auprès des instances dirigeantes pour

ne pas retomber dans une période d'oubli. Intellectuellement parlant, il s'agit de m'assurer du bon atterrissage d'une série de réformes que j'avais pu lancer, en matière de personnes handicapées par exemple. Mais il ne fait pas l'ombre d'un doute que mes prérogatives de bourgmestre sont celles qui me mobilisent de manière très puissante.

Vous dites que la province de Namur a été bien servie. Et Namur ville particulièrement. Certains projets seraient-ils dans leur état

d'avancement actuel sans le passage du ministre Prévot au gouvernement ?

Non. En 2012, j'ai proposé une vision de ville aux citoyens. Ils y ont adhéré. Mais il est clair que mon mandat ministériel m'a donné les moyens de concrétiser cette vision. Avoir été numéro deux de la Wallonie a aidé à débloquer des dossiers, à les faire avancer. Cela n'aura pas été le cas sans cela.

N'est-ce pas à double tranchant ? Les détracteurs pourraient se dire : « Prévot a obtenu ce qu'il voulait pour Namur, maintenant il s'en va. » Ce qui impliquerait que vous avez été avant tout le ministre des Namurois...

Le fait d'avoir veillé aux intérêts de Namur ne signifie nullement que je ne me

suis préoccupé que de Namur. Si ça avait été le cas, vous auriez rempli des pages entières dans la gazette en relayant les propos de l'opposition qui aurait dénoncé un comportement inéquitable de ma part. En trois ans, ce n'est jamais arrivé parce qu'au contraire, j'ai parcouru des milliers de kilomètres et je me suis rendu aux quatre coins de la Wallonie. Si j'ai contribué à ce que Namur, jusque-là négligée, ait sa juste part, cela ne signifie pas que je me suis comporté comme un potentat local n'assumant pas sa responsabilité régionale. Jamais en 3 ans, on ne m'a fait un tel reproche.

On est aux portes de la campagne.

Allez-vous surfer sur votre expérience au

sein de l'exécutif wallon ?

Je ne vais pas m'amuser à capitaliser sur le fait que j'ai été ministre. Moi ce qui m'intéresse, ce n'est pas que j'ai été. Ce qui m'intéresse, c'est ce que Namur sera. L'important c'est de donner un coup de projecteur sur l'avenir et pas de regarder dans le rétroviseur. Je n'ai pas de regret d'avoir été ministre. Et je n'éprouve pas de regret d'avoir cessé de l'être. Je ne vais donc pas mener une campagne en me gargarisant sur les apports qui ont été les miens pour cette ville. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment on travaille ensemble aujourd'hui et sur quoi. Et comment on continuera de travailler ensemble demain et sur quoi... ■

B.I.

VITE DIT**Sur le PS**

« Je n'ai pas envie d'apparaître hautain en allant donner la leçon au PS. Je constate qu'il n'est pas en grande forme. Son opposition au niveau local est rarement une opposition de projet, c'est plus souvent une opposition de principe. »

Maxime Prévot explique également ne jamais avoir joué un quelconque rôle d'aimant pour les troupes socialistes ayant choisi de désertir. *« Je n'ai jamais pris mon téléphone dans l'optique de débaucher quelqu'un au PS. J'ai été abordé par des élus qui m'ont fait part du mal-être dans leur groupe. Notamment lors de leurs réunions où l'on s'attelait surtout à trouver un moyen de casser Prévot et pas de savoir si un projet était bon ou pas. Le premier responsable du mauvais état de santé du PS, c'est le PS lui-même. »*

B.I.

En campagne ? Mendicité

« Je n'ai pas encore réfléchi à la tonalité de la campagne », confie le bourgmestre sortant. A ceux qui se demandent quelles seront les priorités de Maxime Prévot à court et moyen terme, l'intéressé renvoie à son récent discours des Fêtes de Wallonie et des cinq axes qu'il y a développés. « Je suis le témoin privilégié du pouls de la population. Je lis quotidiennement 200 mails que m'adressent les Namurois. Ils parlent de tout et de leur réalité. Et les questions de sécurité, de mobilité, de propreté et de qualité de vie sont au cœur des aspirations. Ajoutons à cela les enjeux liés à la solidarité parce que je le redis, on vit dans une ville généreuse sur le plan social. »

B.I.

Il évoquait la semaine dernière dans nos colonnes, le bourgmestre ne regrette pas le règlement interdisant la mendicité en ville : *« La précarisation des pôles urbains n'est pas typique à Namur. Face à une recrudescence de la mendicité, nous avons voulu envoyer un signal. Parce que nous sommes la seule ville à ne pas avoir de réglementation et parce qu'il y a des gens qui s'en plaignent. On n'est pas naïf au point de croire qu'on allait régler le problème en 3 mois de temps. »*

Au final, la mesure n'a pas eu les effets escomptés. Elle n'a d'ailleurs pas vraiment été appliquée. *« On a demandé à la police d'agir avec souplesse », explique le bourgmestre. Et d'ajouter : « L'hypermédiation de l'expulsion d'une personne a donné le sentiment qu'on était une ville fachos. Franchement ça a occulté le débat de fond. »*

B.I.

Plus et moins

Quels projets ou réalisations de l'actuelle législature Maxime Prévot épingle-t-il ? Sans hésiter, il répond : le programme Namur-Confluent Culture, les investissements et les projets liés aux nouvelles maisons de repos ainsi que les aides apportées aux personnes âgées et handicapées ou encore un budget communal présenté en bonté, le premier depuis 10 ans. Et il chérit particulièrement le futur Grognon : *« Je suis fier d'avoir été enfin le bourgmestre qui a donné un avenir à ce lieu qui, depuis près d'un demi-siècle, attendait une ambition et une affectation. »* Côté regrets, il cite : le fait de n'avoir pu obtenir les fonds européens pour la construction d'un nouveau palais des expos à Belgrade ; le taux de participation lors de la consultation populaire (lire ci-contre) ; la manière dont s'est emmanché le règlement anti-mendicité (lire ci-contre). ■

B.I.

Pas maso

« Je regrette de ne pas être parvenu à convaincre un plus grand nombre de Namurois, qui pourtant adhèrent au projet de centre commercial, à aller voter lors de la consultation populaire. Le résultat a donné l'impression que c'est la population dans son

ensemble qui était contre. C'est loin d'être conforme à la vérité. » Le bourgmestre reste par ailleurs convaincu du bien-fondé d'une telle infrastructure au cœur de ville. Voilà pourquoi, il ne s'est pas « écrasé » devant le collectif de défense des arbres du square Léopold. *« Je ne suis pas masochiste. Je n'éprouve aucun*

plaisir à me mettre 12 000 personnes à dos. J'aurais pu renoncer par confort politique. J'aurais évité d'écorner une partie de mon image mais cela aurait été d'une lâcheté absolue. Maintenir le cap du centre commercial est un risque politique mais nous sommes persuadés qu'il est indispensable à la redynamisation de notre tissu commercial. »

B.I.